
Les facteurs discriminants de l'audit interne à la gestion des risques dans les établissements de microfinance au Cameroun

Crépin SINGOCK SOTONG¹, Magloire TCHATCHOUA NYA², Mylène NGOUEKO³

Mots clés:

Audit interne

Management de risques

Compétence

Indépendance

EMF

RÉSUMÉ

Cette étude analyse l'effet de la fonction d'audit interne sur la maîtrise des différents risques auxquels sont exposés les EMF. A partir des données collectées auprès de 54 auditeurs internes et responsables des EMF, nous avons utilisé une approche hypothético-déductive qui a mobilisé l'analyse en composante principale et les régressions linéaires multiples. Il ressort que la quasi-totalité des EMF ont une fonction d'audit interne, même si pour certains, la dénomination n'est pas clairement affichée sur l'organigramme fonctionnel. Les résultats montrent que l'indépendance de l'auditeur interne influence favorablement le management des risques dans les EMF, alors que sa compétence n'explique pas ladite gestion des risques. Au regard de ces résultats, il est fortement recommandé aux conseils d'administrations des EMF de mettre en œuvre des mesures visant à favoriser davantage l'indépendance de l'auditeur interne.

© 2025 RAG – Tout droit réservé.

Adresse de correspondance de l'auteur :

1. Docteur en sciences de gestion, Maître assistant CAMES à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Appliquée de l'Université de Douala, Email : rsingock@yahoo.fr, BP 4032 Douala – Cameroun.

2. Docteur en sciences de gestion, Chargé de cours à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II, Email : leprincemagloire@gmail.com.

3. Doctorante en sciences de gestion à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Appliquée de l'Université de Douala, Email : mylenengoueko38@gmail.com, BP 4032 Douala – Cameroun.

INTRODUCTION

Le Cameroun a connu une succession de faillites des établissements de micro-finance (EMF) au cours de la dernière décennie. On peut citer entre autres les cas de faillite de la GBF (Goldy businessmen Fund), dont la fermeture est intervenue le 07 juillet 2008¹ ; de COFINEST (Compagnie Financière de l'Estuaire) qui a subi un sort similaire le 21 février 2011 ; de la FIFFA (First Investment For Financial Assistance) dont la clôture a eu lieu en août 2012² ; de la CAPCOL (Caisse populaire Coopérative du littoral) qui a fermé les portes le 23 octobre 2012 ; de la COMECI (Compagnie équatoriale pour l'épargne et l'investissement) qui tombe en faillite en août 2016³ ; de la CADECI (caisse d'épargne et d'investissement) qui ferme ses portes en janvier 2017; de la City Trust Credit Fund et l'Amicale Finance qui sont mises en liquidation par la Commission bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) au cours l'année 2018 ; et en février 2019, le Crédit Mutuel qui est liquidé suite à une procédure de sauvetage infructueuse engagée en 2016. Ces faillites en cascade, auxquelles sont associés des retraits massifs d'agrément par le ministère des finances aux fins d'assainir ce secteur d'activités, jettent un fort discrédit sur les mécanismes de contrôle en jeu dans le secteur de la microfinance au Cameroun.

Dans le but de mettre en lumière les principales raisons qui entraînent les EMF à la faillite, le rapport d'une enquête du *The Centre for the Study of Financial Innovation*⁴ (CSFI, 2012), indique que le surendettement, la gouvernance et la qualité de la gestion sont les trois principaux pôles de risques du secteur de la microfinance. Lehman (2002), Bejide (2006), Djouka et al (2015) soutiennent que c'est l'asymétrie d'information existant entre le dirigeant et l'actionnaire qui serait à l'origine de ces faillites. Pour réduire cette asymétrie

1 Le quotidien Repères, du 22 août 2012, Yaoundé, Faillite : Le PDG d'une micro finance disparaît avec 750 millions de FCFA. Les épargnants déposent une plainte pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux, rétention sans droit de la chose d'autrui, abus de confiance, escroquerie.

2 La First Investment For Financial Assistance (FIFFA), un EMF d'une bonne réputation, pourtant elle finit par faire faillite. Des centaines de clients font le pied de grue devant les agences de ladite institution réclamant pour les uns leurs épargnes et pour d'autres leurs salaires.

3 D'une rumeur d'absence de liquidité que la Compagnie Equatoriale pour le Commerce et le Crédit d'Investissement (COMECI) s'est inscrite sur la liste des EMF à problème. Les épargnants se ruent dans les divers guichets de la microfinance.

4 Web: www.csfi.org

d'information, Roe (2005) pense que la fonction d'audit est l'une des solutions appropriées, dans la mesure où elle contribue à la recherche d'informations par des parties intéressées afin d'évaluer les risques de gestion dans lesquelles ils ont un intérêt personnel. Dans le même sens, Muchiri et Jagongo (2017) soulignent que, l'existence d'une fonction d'audit dans les organisations permettrait une réduction de la fraude financière et de ses effets négatifs sur leur pérennité. Pour traduire l'importance de l'audit dans les EMF, la COBAC reprend la définition de *The Institute of Internal Auditors* (IIA) de juin 1999 qui appréhende l'audit interne comme une activité indépendante et objective qui donne à un EMF une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations et aide à la l'atteinte des objectifs⁵. Ainsi, la fonction d'audit interne permettrait la réduction des coûts, l'identification des moyens d'amélioration de l'efficacité de l'organisation, ainsi que la détection des risques qui pourraient conduire à limiter substantiellement les pertes de valeur ajoutée indexées pour justifier les multiples cas de faillites des EMF (Boulangier, 2013 ; Cellérier, 2015 ; Muchiri et Jagongo, 2017).

Au regard de ce qui précède, l'audit interne jouerait un rôle crucial dans la gestion des risques au sein des EMF de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Cependant, plusieurs facteurs peuvent influencer son efficacité. Parmi ceux-ci, on trouve la qualité de la gouvernance, le fonctionnement des structures de contrôle interne, la compétence et l'indépendance des auditeurs internes. Aussi, les contraintes telles que la faible capacité technique, les limitations des ressources humaines et financières, et parfois le manque de transparence des pratiques peuvent altérer la performance de l'audit interne. Dès lors, il devient pertinent d'analyser comment ces facteurs spécifiques peuvent impacter la qualité de l'audit interne et la maîtrise des risques, tout en prenant en compte le contexte socio-économique et réglementaire particulier du secteur de la microfinance au Cameroun.

Ainsi, l'objectif de cette étude est de déterminer les facteurs de l'audit interne qui contribuent favorablement à une meilleure gestion de risques au sein des EMF, de manière à réduire les risques de faillites. Les nombreuses faillites recensées des EMF au Cameroun amènent à

⁵ Extrait de l'article 3 du Règlement COBAC EMF R-2017/06 relatif au contrôle interne dans les établissements de microfinance.

s'interroger sur la gestion des risques au sein de ces institutions et le rôle que joue l'audit interne dans l'évitement des risques et la minimisation de leurs impacts sur l'organisation. Enfin de compte, la littérature s'est enrichie de plusieurs recherches à travers le monde qui se sont intéressées à l'étude de la relation entre l'audit interne et la gestion des risques, cependant très peu ont abordé la question dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, encore moins, dans le secteur de la microfinance d'où l'importance de la présente contribution qui s'articule autour de quatre parties : la revue de la littérature, la méthodologie, les résultats et la discussion qui mettent en avant les recommandations et les implications managériales.

1. Revue de la littérature

1.1. De l'audit interne au management des risques

1.1.1 Le concept d'audit interne

L'Institut français de l'audit interne et du contrôle interne (IFACI) et l'*Institute of internal auditors* (IIA) ont adopté une définition qui nous paraît assez suffisante pour appréhender le rôle que peut jouer l'audit interne au sein d'une organisation. Selon ces institutions, « *l'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique ses processus de management des risques, de contrôle interne et de gouvernement d'entreprise en faisant des propositions pour renforcer son efficacité* ». A partir de cette définition, l'indépendance et l'objectivité apparaissent comme des caractéristiques essentielles de l'audit interne. Mais aussi que le périmètre d'intervention de l'audit interne (Schick et al., 2021) est constitué de trois processus fondamentaux à savoir : l'évaluation des processus de management de risques, l'évaluation du contrôle interne et l'évaluation de la gouvernance d'entreprise. El Khattab et Zouair (2021) notent que sur ces trois processus, la mission principale attribuée à l'audit interne est la maîtrise des risques.

1.1.2. La notion de risque

Relativement au risque, il existe une multitude de définitions. Les plus employées sont celles du COSO (*The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) et de

l'ISO (Organisation Internationale de Normalisation). Pour le premier, le risque est perçu comme « *la possibilité qu'un événement survienne et ait un impact défavorable sur la réalisation des objectifs* ». Pour le second, le risque est tout simplement « *l'effet de l'incertitude sur les objectifs* ». A la lecture de ces définitions, nous considérons que le risque est la conséquence dommageable à la réalisation d'un objectif (Schick et al., 2021), et que c'est un événement dont l'occurrence est incertaine et dont la réalisation affecte les objectifs de l'entreprise (El Khattab et Zouair, 2022 ; Schick et al., 2021) ; d'où la nécessité de la mise en œuvre de la gestion des risques.

1.1.3. Le management des risques

Les définitions de la gestion des risques sont multiples, si la forme de leur présentation est différente pour certaines, le fond demeure le même. Alaoui et Dhiba (2022) à partir de leur article sur le cadre théorique du management des risques recensent un ensemble de définitions. Bahamid et al. (2017), appréhendent la gestion des risques comme un processus systématique d'analyse, d'identification et de réponse aux risques dans le but de maximiser les chances et l'impact des événements positifs tout en réduisant la probabilité de survenance et l'impact des événements négatifs, dans le but d'atteindre les objectifs. Dans le même sens, Matthew et al. (2016) définissent la gestion des risques comme un ensemble de processus et d'activités coordonnées qui identifient, surveillent, évaluent, hiérarchisent et contrôlent les risques auxquels une organisation est confrontée. Merna et Al-Thani (2008) notent tout simplement que la gestion des risques est un processus formel qui permet d'identifier, d'évaluer, de planifier et de contrôler les risques. A partir de ces définitions, il apparaît clairement que la gestion des risques est un processus ou un ensemble de processus qui permet d'identifier, d'analyser ou évaluer les risques et de prendre des mesures en vue réduire leur probabilité de survenance et/ou leur impact négatif sur le fonctionnement de l'organisation. Que la gestion des risques soit un processus mis en place par le conseil d'administration, la direction générale ou le top management, il demeure que c'est un outil qui vise à fournir une assurance raisonnable relativement à l'atteinte des objectifs d'une organisation (Mandzila et Zéghal, 2009). Dans cette quête, l'audit interne apparaît comme un

outil indispensable. Il est considéré comme un élément clé dans l'application des systèmes de comptabilité et de gestion des risques des entreprises (El Khattab et Zouair, 2022 ; Muchiri et Jagongo, 2017) et des établissements de microfinance en particulier, au regard des différents risques encourus par ces derniers.

1.2. Les facteurs discriminants de l'audit interne au management des risques

La présente étude adopte une démarche hypothético-déductive, cela suppose que les facteurs d'analyse sont puisés de la littérature. L'internalisation de la fonction d'audit, l'indépendance et compétence de l'auditeur apparaissent comme des principaux facteurs de l'audit à fort impact sur la gestion des risques.

1.2.1. L'internalisation de la fonction d'audit

L'audit interne était à l'origine la mission de surveillance de l'authenticité des transactions (Abbass et Alegab, 2013) et a fini par devenir, après plusieurs réformes, une composante essentielle de la gouvernance, par le renforcement de la crédibilité et l'équité (Alzeban et Gwilliam, 2014), tout en réduisant les risques, entre autre celui de corruption (Loke et al., 2016). En s'appuyant sur la théorie néo-institutionnelle (DiMaggio et Powell, 1983), à travers les différentes formes d'isomorphismes⁶, les EMF devraient être dans une dynamique d'homogénéisation les conduisant à adopter des comportements similaires relativement à la mise en place d'un service d'audit interne pour une meilleure gestion des risques. En faisant une étude comparative entre les EMF dotés d'une fonction interne d'audit et celle ne l'ayant pas, Ndao (2007) trouve que ceux dotés d'un service d'audit interne sont plus épargnés des risques. Les travaux de Hoang et Dinh (2021), Drogalas et Siopi (2017) ont étudié la relation potentielle entre l'audit interne et la gestion des risques dans les organisations et ceux de Laviada (2007), Bagherzadeh et Jôehrs (2015) abordant le même sujet dans le secteur

⁶ L'isomorphisme mimétique traduit l'homogénéisation des comportements organisationnels par l'imitation, l'isomorphisme normatif se caractérise par l'ensemble des efforts collectifs des membres d'une profession pour définir leurs conditions et méthodes de travail et l'isomorphisme coercitif traduit le fait que le changement de comportements organisationnels est le résultat des pressions exercées par d'autres organisations ayant la légalité et/ou la légitimité de le faire (DiMaggio et Powell, 1983 ; Huault, 2009).

bancaire, ont tous montrés l'existence d'une relation significative entre la fonction audit interne et la maîtrise des risques. Cependant, s'intéressant aux collectivités territoriales décentralisées, Mia et Yeh (2022) trouvent que l'audit interne n'améliore pas leur performance lorsqu'il subsiste une absence de frontière formalisée entre d'autres formes de contrôle et l'audit interne. Le fait que le règlement COBAC⁷ dispose que « les établissements de microfinance doivent se doter d'un système de contrôle de deuxième niveau ou d'audit interne » pourrait justifier le fait que les organigrammes de certains EMF ne prévoient pas de manière explicite la fonction d'audit interne ; le contrôleur interne et même parfois le contrôleur de gestion assumant également la fonction de l'auditeur interne. Ce cumul de fonction pourrait nuire à la réalisation des missions dédiées à l'audit interne au sein des EMF. De ce qui précède, nous formulons la première hypothèse.

H1 : l'existence d'une fonction d'audit interne au sein des EMF influence positivement la gestion des risques.

En se basant sur les théories de l'agence et de l'enracinement, Alexandre et Paquerot (2000) notent que plusieurs facteurs ont une influence significative sur les systèmes de contrôle dans la gestion d'une entité, notamment la compétence des contrôleurs, leur motivation et leur indépendance à l'égard des dirigeants. L'audit interne étant une fonction qui englobe les activités de surveillance exercées par le conseil d'administration et les comités de vérification (Martarneh, 2011), la qualité de travail de la fonction d'audit interne dépend étroitement de certains attributs propres à l'auditeur ; la compétence et l'indépendance.

1.2.2. L'indépendance de l'auditeur interne

D'une manière générale, la notion d'indépendance désigne la capacité de l'auditeur à être juste et objectif dans son examen, malgré la pression qu'il pourrait subir. L'auditeur interne étant un employé de l'entreprise, et relativement aux pressions qu'il pourrait subir, la théorie de l'enracinement permet de mettre en exergue les relations entre les dirigeants et les

⁷ Article 25 du Règlement COBAC EMF R-2017/06 relatif au contrôle interne dans les établissements de microfinance.

auditeurs internes. Alexandre et Paquerot (2000) mettent un accent sur les moyens dont disposent les premiers pour paralyser les systèmes de contrôle en augmentant la dépendance des différents partenaires à leur égard. Ils soulignent par la suite que cette stratégie d'enracinement est efficace, car les contrôleurs peuvent détecter le comportement opportuniste des dirigeants sans pouvoir cependant s'y opposer. L'indépendance de l'auditeur interne devrait être conditionnée par des préalables liés à la structure organisationnelle et à la liberté de l'auditeur de présenter les faits tels que constatés avec les éléments probants nécessaires. Ainsi, pour garantir l'indépendance de l'audit interne, la théorie néo-institutionnelle explique comment les pressions institutionnelles comme celles de la COBAC pourraient s'exercer sur les EMF. L'isomorphisme coercitif peut alors se manifester lorsque l'EMF ne respecte pas les dispositions réglementaires prévues sur le rattachement hiérarchique, administratif et fonctionnel de l'audit interne⁸, et aussi, sur la nomination et la révocation du responsable de l'audit interne.

Relativement à ce qui précède, on comprend pourquoi Thompson (2013) indique que l'indépendance de l'auditeur interne et son objectivité sont davantage renforcés lorsqu'il dirige et gère l'équipe de management des risques de l'entreprise. Pour Braiotta (1999) l'existence d'un comité d'audit renforcerait l'indépendance de l'auditeur interne, et que pour cela, il faudrait qu'un cadre soit approprié à la révélation des différents dysfonctionnements de gestion. Mettant en évidence et de manière empirique le bienfondé de l'audit interne au management des risques, Abu Saleem et al. (2019) ont trouvé l'existence d'un effet statistiquement significatif de la qualité de l'audit interne sur la gestion des risques d'entreprise. Leurs résultats ont révélé que l'indépendance de l'auditeur interne est le premier critère, dans la mesure où il a le plus d'effet significatif sur le management des risques. A partir de ce qui précède, l'hypothèse suivante est formulée :

⁸ Règlement COBAC EMF R-2017/06 relatif au contrôle interne dans les établissements de microfinance. Article 26 « L'audit interne est hiérarchiquement et administrativement rattaché à l'organe exécutif. Il est directement et fonctionnellement rattaché à l'organe délibérant et au Comité d'audit auxquels il rend compte de ses missions de façon indépendante. Il transmet une copie de ses rapports à l'organe exécutif ». Voir aussi articles 27 à 30 de cette réglementation.

H2 : l'indépendance de l'audit interne influence favorablement la gestion des risques dans les EMF.

1.2.3. La compétence de l'auditeur interne

La compétence des auditeurs est indispensable à l'exercice de leur fonction. Elle concerne leur capacité à acquérir de l'information, à travers une connaissance particulière de l'environnement et des autres acteurs, et à la traiter (Alexandre et Paquerot, 2000). Elle correspond à la capacité d'une personne à assumer une fonction ou à accomplir une tâche correctement. Selon Chambers et al (2010), elle reste reconnue comme le déterminant principal de la qualification d'un auditeur interne (Salma et al, 2018). Sans être exhaustif, un auditeur interne, pour assumer sa compétence doit respecter les conditions minimales suivantes requises par l'IFACI (2015) : La connaissance et l'application des normes ; la maîtrise des principes et techniques comptables ; la capacité d'identification des risques ; et la maîtrise des principes de management. Relativement à ce dernier point, la théorie de l'agence porte une attention sur les comportements opportunistes des auditeurs internes et, en particulier, sur les comportements de passager clandestin. On comprend pourquoi Alexandre et Paquerot (2000) soutiennent que la motivation est l'un des facteurs essentiels qui détermine l'efficacité des contrôleurs, car ils sont supposés avoir une compétence intrinsèque leur permettant d'acquérir et de traiter l'information à un coût plus ou moins important. Par ailleurs, la théorie de la dépendance des ressources (Pfeffer et Salancik, 1978) met en exergue la manière dont les organisations cherchent à réduire les incertitudes inhérentes à leur environnement. L'une des caractéristiques de l'environnement est le niveau de ressources externes, auquel l'organisation peut avoir accès pour conduire ses activités. En effet, l'accès aux ressources nécessaires pour mener des audits efficaces dépend souvent de facteurs externes, ce qui peut limiter la capacité de ces institutions à travers l'audit interne, à anticiper et à gérer les risques.

Relativement à l'apport de la compétence de l'auditeur sur la gestion des risques, plusieurs travaux montrent que la compétence de l'auditeur interne est déterminante pour une évaluation des risques et une analyse pertinente des informations financières (Amiri et al., 2021 ; El Fakir et Lahrech, 2023). A ce sujet, parlant des compétences techniques,

méthodologiques, sociales et technologiques⁹, Essaoudi et Lotfi (2024) trouvent que l'expérience professionnelle des auditeurs, associée à leurs compétences méthodologiques et sociales, influencent directement la qualité du processus d'audit. Toutefois, la compétence de l'auditeur peut aussi avoir des effets négatifs sur la gestion des risques, en ce sens que les auditeurs très expérimentés et chevronnés pourraient être sujets à un excès de confiance lors de la réalisation des missions d'audit pouvant conduire à une négligence des signaux d'alarme potentiels (Bedard et al., 2020), ou à une rigidité cognitive (Clément, 2021), ou encore à être moins disposé à adopter des approches novatrices dans des environnements en mutation rapide (Essaoudi et Lotfi, 2024) et compromettre ainsi la qualité de l'audit. Nous formulons l'hypothèse H3 selon laquelle:

H3 : la compétence de l'auditeur interne influence positivement le management des risques dans les EMF.

1.3. Les établissements de microfinance au Cameroun : quelques faits stylisés

Relativement à l'audit dans les établissements de microfinance en zone CEMAC, la réglementation COBAC apporte assez de précisions. En effet, Le règlement COBAC EMF R-2027/06 relatif au contrôle interne dans les établissements de microfinance en zone CEMAC prévoit à travers ses chapitres 5 et 7 les dispositifs inhérents à l'audit interne au sein des EMF. De ce fait, ce règlement rend obligatoire la mise en place d'un comité d'audit et l'existence d'un système d'audit interne. En outre, il apporte des précisions non seulement sur les missions de l'auditeur interne, son rattachement hiérarchique et fonctionnel, mais aussi sur celles du comité d'audit.

Malgré l'existence de cette réglementation, il est observé le nombre grandissant des établissements de microfinance (EMF) en faillite, engloutissant des milliards de francs et plongeant de milliers d'épargnants dans le désarroi, on observe une dynamique perpétuelle de

⁹ La compétence technique renvoie aux connaissances techniques acquises par la formation et l'expérience. La compétence méthodologique traduit les connaissances relatives au sens de l'organisation et à la maîtrise du processus de réalisation des missions d'audit. La compétence technologique fait référence au savoir devenir à l'ère du numérique et du digital. Enfin, la compétence sociale, traduit le savoir-être, l'esprit d'équipe, la capacité à s'adapter et à mieux communiquer.

ce secteur d'activité. Au Cameroun, on constate une augmentation du nombre d'agences des EMF qui passe de 1670 à 1713 (+43) points de vente entre décembre 2019 et décembre 2020. Entre décembre 2019 et décembre 2020, le total bilan des EMF est passé de 658,2 à 783,2 (+125,0) milliards. Cette hausse est due à l'entrée en activité d'un nouveau réseau dénommé RAINBOW (35,3 milliards), et à l'augmentation du total bilan de CAMCCUL (+20,9 milliards), RECCUCAM (+11,1 milliards), EXPRESS UNION (+13,2 milliards) et FIRST TRUST (+5,8 milliards). Les dépôts collectés par les EMF sont passés de 518,12 milliards à fin décembre 2019 à 624,8 (+106,7) milliards à fin décembre 2020, soit une augmentation de 20,6%¹⁰, illustrant ainsi que les populations continuent de faire confiance aux EMF.

De nos jours, ce secteur se trouve confronté à de multiples problèmes : la fragilité du secteur, la défaillance des prêts, la faillite et la difficulté de recouvrement des impayés ces deux derniers apparaissent comme importants, car ils sont susceptibles de porter atteinte à la pérennité des EMF (Elegbede, 2019).

Tableau 1 : Répartition des agences des EMF par zone

EMF/ZONE	Zones urbaines		Zones rurales		Total	
	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020
Première catégorie	316	261	368	360	684	621
Deuxième catégorie	561	648	418	437	979	1085
Troisième catégorie	7	7	0	0	7	7
TOTAL	884	916	786	797	1670	1713

Source : Rapport annuel du Comité National Economique et Financier (2020).

Outre la confiance maintenue des populations, trois autres raisons fondamentales

¹⁰ Comité National Economique et Financier (CNEF) du Cameroun, Rapport annuel de 2020.

expliqueraient le développement de cette activité. D'abord l'accroissement du secteur informel qui produit de plus en plus des emplois informels et des entreprises informelles. Tous les EMF expriment l'intention de servir les exclus du secteur bancaire classique, il y aurait alors une forte clientèle des EMF qui proviendrait du développement des activités et emplois informels. Cette intention n'a été manifeste effectivement que chez 44% d'entre eux en 2020 ; d'où l'existence encore non exploitée d'une part de marché. Ensuite l'augmentation de la population ne pouvant pas avoir accès au secteur bancaire classique. 74% des EMF au Cameroun utilisent des indicateurs de pauvreté et d'exclusion pour cibler leurs clientèles (faible alphabétisation, faibles revenus, logement précaire, absence de patrimoine, éloignement géographique, nombre de membres de la famille, type d'activité exercé, handicap physique). Cependant, moins de 5% ont des agences dans des zones difficiles d'accès. L'accès des clients aux services non financiers adaptés aux besoins sociaux est généralisé dans 28% des EMF. La troisième raison réside dans les stratégies d'approches des clients. Les établissements de microfinance par leur flexibilité organisationnelle développent des offres et services adaptés à leurs clients. Ils implémentent des techniques d'approches différentes de celles des banques classiques. Par exemple, pour les EMF l'agent collecteur des épargnes est reconnu comme un membre de la communauté auprès de laquelle il exerce son activité par son habillement, le langage, la convivialité et la proximité.

Le secteur des Institution de microfinance (IMF) au Cameroun compte au 31 octobre 2020 quatre cent dix-neuf (419) EMF agréés pour une contribution au financement de l'économie nationale chiffré à 10% ; un volume de collecte de dépôt évalué à 519 milliards de FCFA et de 394,35 milliards de crédits octroyés (MINFI, 2020). De plus, les statistiques des EMF au Cameroun indiquent qu'en 2017, les EMF ont généré 445 milliards d'après la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

2. La démarche méthodologique

Au regard des différentes faillites des EMF au Cameroun, la présente étude qui se veut empirique, cherche à mieux cerner la gestion des risques dans ces structures par le truchement de la fonction d'audit interne. Elle adopte une démarche hypothético-déductive avec une approche d'investigation qui se définit en termes de constitution de l'échantillon, de mesure

des variables et de présentation des outils d'analyse statistique.

2.1. La collecte des données

Dans le cadre de la présente étude, la collecte des données a été faite au moyen d'un questionnaire qui intègre des items relatifs aux variables sur lesquels porte notre étude. Pour la procédure de collecte des données, nous déposons le questionnaire et prenons un rendez-vous avec les différents responsables pour son administration en face à face ou son retrait. Les questionnaires ont été déposés auprès de 54 EMF installés dans la ville de Douala. Cette ville est la capitale économique du Cameroun et abrite l'essentiel des sièges sociaux des EMF du pays. La conception des stratégies se fait au niveau des sièges et leur implémentation dans toutes les agences du pays de façon homogène. En outre, il est important de souligner que cette capitale économique a à elle seule fait plus de la moitié du chiffre d'affaires relativement aux EMF installés au Cameroun. Les statistiques du Ministère des Finances indiquent qu'en 2017, sur 445 milliards de FCFA produits, les EMF installées à Douala et ses environs ont généré 290 milliards de FCFA.

2.2. Le modèle conceptuel de l'étude

La présente analyse cherche à déterminer les facteurs de l'audit interne qui influencent le management des risques au sein des EMF. A partir des hypothèses émises, le modèle conceptuel est présenté à la figure 1 ci-dessous.

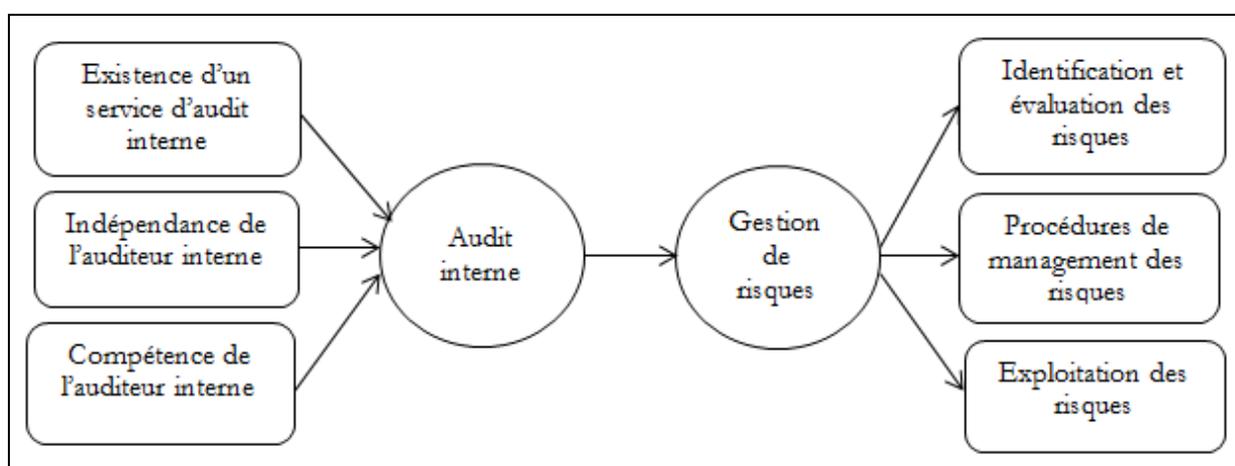


Figure 1 : Modèle théorique de l'étude

Source : Auteurs

Les variables de l'audit interne et celles de la gestion des risques sont constituées respectivement de plusieurs items. L'analyse en composante principale a permis de réduire les dimensions de chacune des variables en composante principale (ou facteur). Elle a été réalisée à partir du logiciel SPSS 2.0. Pour obtenir différents facteurs qui sont utilisés dans la suite de l'étude, nous avons éliminé les items ayant une contribution inférieure à 50%, aussi ceux qui avaient une contribution négative et ceux qui avaient des contributions dans plusieurs facteurs. Bien sûr en retenant les facteurs dont la variance cumulée est supérieure à 60%¹¹ et qui ont un déterminant différent de zéro (0). Au terme de ce processus, de nouveaux indicateurs ont été obtenus pour toutes les variables à l'exception de la variable « existence d'un service d'audit interne ».

Le management des risques est un processus que nous avons éclaté en trois étapes à savoir : l'identification et l'évaluation des risques, les procédures de management des risques et l'exploitation des risques. Chacune des étapes constitue une variable endogène du management des risques. L'analyse en composante principale a permis d'avoir de nouvelles variables quantitatives, ce qui a permis d'établir trois variables endogènes et trois modèles de régressions linéaires multiples.

$$Ident_i = \alpha_0 + \alpha_1 Exist_i + \alpha_2 Inde_i + \alpha_3 Comp_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

$$Proce_i = \beta_0 + \beta_1 Exist_i + \beta_2 Inde_i + \beta_3 Comp_i + \tau_i \quad (2)$$

$$Exploi_i = \gamma_0 + \gamma_1 Exist_i + \gamma_2 Inde_i + \gamma_3 Comp_i + \mu_i \quad (3)$$

Où *Ident*, *Proce*, et *Exploi* sont respectivement les matrices des indicateurs de l'identification et l'évaluation des risques, des procédures de management des risques et de l'exploitation des risques. Les coefficients α , β et γ sont les paramètres à estimer. ε , τ et μ sont des erreurs respectives des modèles. *Exist*, *Inde* et *Comp* sont respectivement les matrices des indicateurs de l'existence d'un service d'audit, de l'indépendance de l'auditeur interne et de

¹¹ Hair et al (1998) conseillent en règle générale d'arrêter l'extraction de facteurs lorsque 60 % de variance cumulée a été extraite. Cette variance cumulée indique que la réduction des variables au nombre de composantes retenues permet de conserver l'essentiel du phénomène mesuré par l'ensemble des items initiaux.

la compétence de l'auditeur interne.

2.3. Les variables de l'étude

La présente étude comporte les variables explicatives et la variable expliquée. Ces variables sont chacune représentée par plusieurs items. L'analyse factorielle en composante principale a permis d'extraire les indicateurs synthétiques qui permettent de mieux expliquer des corrélations à l'intérieur des items.

2.3.1. Les variables explicatives

Relativement aux variables explicatives, l'analyse s'est focalisée sur l'existence de la fonction audit interne, l'indépendance et la compétence de l'auditeur dans les EMF.

Tableau 2 : Les variables explicatives de l'étude

Variables indépendantes	Items
Existence d'un service d'audit	L'existe ou non d'un service ou d'une direction d'audit interne dans votre EMF
	Si non, l'EMF dispose d'une équipe d'auditeurs externes qui assure de manière permanente les missions d'audit interne.
L'indépendance de l'auditeur	Le rattachement hiérarchique du service ou direction d'audit interne
	L'indépendance de l'auditeur par la résistance aux pressions
	L'indépendance de l'auditeur par l'autonomie décisionnelle
	L'indépendance par la neutralité
La compétence de l'auditeur	La compétence par sa capacité technique
	La compétence par sa connaissance du processus des affaires
	La compétence par sa formation
	La compétence par le sens de l'organisation
	La compétence par sa connaissance de la comptabilité
	La Compétence par son nombre d'années d'expérience

Source: auteurs

2.3.2. Les variables dépendantes

Pour ce qui est de la gestion des risques, un accent a été mis sur l'identification et l'évaluation des risques, les procédures de management des risques et l'exploitation des risques. Pour apprécier ces différentes étapes, plusieurs items ont été formulés pour chaque variable.

Tableau 3 : Les variables dépendantes de l'étude

Variabes	Items
L'identification et l'évaluation des risques	Identification des risques par l'existence d'un poste de management de risque
	Identification des risques par l'adoption du management des risques
	L'analyse des risques tient compte de l'évolution interne et externe de la société
	L'analyse des risques donne lieu à des actions spécifiques
Procédures de management des risques	Une politique et des procédures de management des risques ont été définies et validées par la direction
	Des moyens spécifiques sont consacrés à la mise en œuvre et à la surveillance des procédures de gestion des risques
Exploitation des risques	Votre EMF communique en interne avec des personnes intéressées sur les facteurs permettant d'éviter les risques
	Votre EMF communique en interne avec des personnes intéressées sur les dispositifs de management des risques
	Votre EMF communique en interne avec des personnes intéressées sur les actions en cours
	Existe-t-il un dispositif permettant d'identifier les principales faiblesses du dispositif de management des risques

Source : Auteurs

Nous avons utilisé l'analyse factorielle en composante principale, pour déterminer les principaux composants à retenir dans la suite de l'analyse.

3. Résultats de l'étude

Les résultats de l'étude sont obtenus à partir de l'analyse descriptive des items initiaux, de l'analyse factorielle en composante principale et des régressions linéaires multiples.

3.1. Résultats de l'analyse descriptive

3.1.1. La pertinence de la fonction d'audit interne dans les EMF

Les résultats de la statistique descriptive indiquent que 94,4 % des EMF de notre échantillon disposent d'une fonction d'audit interne. De ce fait, cette variable n'a plus été jugée pertinente dans la suite de l'analyse. Autrement dit, l'existence de la fonction d'audit interne dans les EMF ne permet pas de discriminer les EMF performante de celle moins performante en matière de gestion des risques.

3.1.2. L'indépendance de l'auditeur interne : entre aliénation hiérarchique et pressions

L'indépendance de l'auditeur interne peut être appréciée dans un premier temps à partir de sa place dans l'organigramme de l'entreprise. Il a été question de connaître le service hiérarchique direct de rattachement de la fonction d'audit interne.

Tableau 4 : Le rattachement hiérarchique de fonction d'audit interne dans les EMF

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage consolidé
		e	e	
Valid e	PCA	14	25,9%	25,9%
	DG	30	55,6%	74,1%
	DAF	10	18,5%	
	Total	54	100,0%	100,0%

Source: Auteurs

Sur la base de nos résultats, il se dégage que seulement 25,9% des EMF de notre échantillon

ont une fonction d'audit interne indépendante de l'exécutif, c'est-à-dire rattachée au conseil d'administration. On peut conjecturer que dans les 74,1% des cas restant, les dirigeants peuvent paralyser aisément l'action des auditeurs internes du fait de la structure organisationnelle de l'EMF qui place l'auditeur sous leur autorité.

Les autres critères d'indépendance relèvent davantage de l'individu que de sa place dans l'organigramme ; il s'agit de la résistance de l'auditeur aux pressions hiérarchiques, de l'autonomie décisionnelle de l'auditeur et de la neutralité des rapports d'audit produits.

Tableau 5 : Les caractéristiques descriptives de l'indépendance de l'auditeur interne

	L'indépendance de l'auditeur par la résistance aux pressions		L'indépendance de l'auditeur par l'autonomie décisionnelle		L'indépendance par la neutralité	
OUI	(12)	22,2%	(31)	57,4%	(37)	68,5%
NON	(42)	77,8%	(23)	42,6%	(17)	31,5%
Total	(54)	100%	(54)	100%	(54)	100%

Source: Auteurs

Les résultats ci-dessus indiquent que l'indépendance de l'auditeur est davantage marquée par la neutralité de ces rapports. Toutefois, elle est moins marquée par la résistance aux pressions. En effet, les auditeurs internes subissent très souvent trop de pression venant de leur hiérarchie directe et/ou indirecte. Ce fait peut conduire à remettre en cause leur opinion sur les faits observés. En faisant un test croisé entre le service de rattachement et la résistance à la pression, il se dégage que les auditeurs ayant pour hiérarchie directe le PCA subissent assez de pressions par rapport aux autres. Ce fait peut être justifié dans la mesure où ces derniers ne reçoivent pas des instructions directes venant de l'exécutif.

3.1.3. L'appréciation de la compétence de l'auditeur interne dans les EMF

Pour adoption des indicateurs de mesure de la compétence de l'auditeur, sur les 54 répondants, il se dégage que la compétence de l'auditeur se mesure à travers sa compétence technique (79,6%), son nombre d'années d'expérience (63%), sa formation (57,4%), sa

connaissance de la comptabilité (55,6%), son sens de l'organisation (29,6%) et sa connaissance du processus d'affaires (29,6%).

Tableau 6 : Indicateurs de mesure de la compétence de l'auditeur interne

	<i>Compétence par sa capacité technique</i>	<i>Compétence par sa connaissance du processus des affaires</i>	<i>Compétence par sa formation</i>	<i>Compétence par le sens de l'organisation</i>	<i>Compétence par sa connaissance de la comptabilité</i>	<i>Compétence par son nombre d'années d'expérience</i>
OUI	79,6% (1^{er})	29,6%	57,4% (3^{ème})	29,6%	55,6% (4^{ème})	63,0% (2^{ème})
NON	20,4%	70,4%	42,6%	70,4%	44,4%	37,0%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source: Auteurs

3.2. Résultats de l'analyse en composante principale...

3.2.1. Les composantes des variables indépendantes

La variable « indépendance de l'auditeur interne » a été mesurée à partir de quatre (04) dimensions. L'analyse factorielle a permis d'obtenir deux (02) composantes tel que l'indique le tableau suivant.

Le premier facteur est nommé « Indépendance de l'auditeur par la résistance et la neutralité ». Il mesure alors la capacité de l'auditeur à être autonome face aux pressions qu'il pourrait subir et aussi par sa position neutre dans le cadre de ses diligences. Le second facteur baptisé « Indépendance de l'auditeur par l'autonomie et le rattachement du service », apprécie l'autonomie décisionnelle et l'impact du lien hiérarchique de l'auditeur sur son travail.

Tableau 7 : Matrice des composantes relatives à l'indépendance de l'auditeur interne

	Component
--	-----------

	Facteur 1 : <i>Indépendance par la résistance et la neutralité</i>	Facteur 2 : <i>Indépendance par l'autonomie et le rattachement du service</i>
Service rattaché		,641
Indépendance de l'auditeur par la résistance	,694	
Indépendance de l'auditeur par l'autonomie		,589
Indépendance par neutralité	,781	
% of Variance	36,76%	26,43%
Cumulative %	63,20%	

Source: Auteurs

Relativement à la compétence de l'auditeur interne, six (06) items ont été mobilisés et introduits dans la première ACP. En éliminant successivement dans l'analyse les items ayant des contributions dans plusieurs facteurs et ceux ayant des contributions à valeur négative, le nombre d'items finalement retenu a été de deux (02). Ces deux dimensions composent le facteur principal obtenu qui permet d'expliquer 66,41% de la variance totale.

Tableau 8 : Matrice des composantes relatives à la compétence de l'auditeur interne

	Component
	Facteur 1 : <i>Compétence par la capacité technique et le sens de l'organisation</i>
Compétence par sa capacité technique	,815
Compétence par le sens de l'organisation	,815
% of Variance	66,41%

Cumulative %	66,41%
--------------	--------

Source: Auteurs

Il ressort de cette analyse que trois indicateurs sont retenus pour apprécier l'effet de l'audit interne sur le management des risques, dont deux pour l'indépendance de l'auditeur et un pour la compétence de l'auditeur interne.

3.2.2. Les composantes du management des risques dans les EMF

Il a été souligné plus haut que le management des risques a été capté à partir de trois variables : l'identification et l'évaluation des risques, les procédures et processus de management des risques et l'exploitation des risques. Chacune des variables est constituée de plusieurs items. L'ACP mobilisée a permis de réduire les dimensions de chacune des variables comme l'indique la présentation des résultats suivants. Pour l'identification et l'évaluation des risques, quatre (04) items ont été initialement retenus. L'ACP a permis de retenir deux, qui ont constitué le facteur principal extrait, qui explique 66,12% de la variance totale. Ce nouvel indicateur est baptisé « Identification et Analyse des risques » pour traduire l'analyse des risques à l'interne qui tient des mutations de la société et donne lieu à des actions spécifiques.

Tableau 9 : Matrice des composantes relatives à l'identification et l'évaluation des risques

	Component
	Facteur 1 : <i>Analyse des risques</i>
L'analyse des risques tient compte de l'évolution interne et externe de la société	,807
L'analyse des risques donnent lieu à des actions spécifiques	,807
% of Variance	65,12%
Cumulative %	65,12%

Source: Auteurs

Sur l'appréciation des procédures de management des risques, les deux items initiaux ont été retenus. Ils ont tous contribué à l'obtention de la composante principale.

Tableau 10 : Matrice des composantes relatives aux procédures de management de risques

	Component
	Facteur 1 : <i>Procédures et moyens de gestion des risques</i>
Une politique et des procédures de management des risques ont été définies et validées par la direction	,840
Des moyens spécifiques sont consacrés à la mise en œuvre et la surveillance des procédures de gestion des risques	,840
% of Variance	70,62%
Cumulative %	70,62%

Source: Auteurs

Enfin, la variable « exploitation des risques » qui a mobilisées initialement quatre (04) items, dont trois (03) ont effectivement contribué à la composition des deux facteurs obtenus tel que l'indique le tableau suivant.

Tableau 11 : Matrice des composantes relatives à l'exploitation des risques

	Component
--	-----------

	Facteur 1 : <i>Communication sur les actions encours et évaluation du dispositif de management des risques</i>	Facteur 2 : <i>Communication sur le dispositif de gestion des risques</i>
Votre EMF communique en interne avec des personnes sur les facteurs de risques		
Votre EMF communique en interne avec des personnes sur les dispositifs de management des risques		,954
Votre EMF communique en interne avec des personnes sur les actions en cours	,813	
Existe-t-il un dispositif permettant d'identifier les principales faiblesses du dispositif de management des risques	,861	
% of Variance	38,95%	25,40%
Cumulative %	64,37%	

Source: Auteurs

Il ressort de l'ACP sur le management des risques que quatre (04) indicateurs des variables dépendantes sont obtenus : l'analyse des risques ; les procédures et moyens de gestion des risques ; la communication sur les actions encours et l'évaluation du dispositif de management des risques ; et la communication en interne sur le dispositif de gestion des risques.

3.3. Résultats des régressions linéaires multiples

Les nouvelles variables explicatives et expliquées obtenues étant métriques, nous avons réalisé quatre (04) régressions linéaires multiples dont l'essentiel des résultats est synthétisé

dans le tableau suivant :

Tableau 12 : Résultats des régressions linéaires de l'audit interne sur la gestion des risques

Variabiles dépendantes	Variabiles explicatives	Coef	Std. Error	t	Sig.
Analyse des risques	(Constant)	2,98E-18	0,134	0,000	1,00
	Indépendance par la résistance et la neutralité	-0,11	0,143	-0,770	0,445
	Indépendance par l'autonomie et le rattachement du service	0,241*	0,137	1,767	0,083
	Compétence par la capacité technique et le sens de l'organisation	-0,169	0,143	-1,18	0,244
Politique procédures et moyens de gestion des risques	(Constant)	5,01E-17	0,133	0	1,00
	Indépendance par la résistance et la neutralité	0,27*	0,141	1,922	0,060
	Indépendance par l'autonomie et le rattachement du service	0,172	0,135	1,276	0,208
	Compétence par la capacité technique et le sens de l'organisation	-0,002	0,141	-0,017	0,986
Communication action encours et évaluation du dispositif	(Constant)	-3,52E-17	0,128	0	1,00
	Indépendance par la résistance et la neutralité	0,267*	0,135	1,977	0,054
	Indépendance par l'autonomie et le rattachement du service	0,319**	0,13	2,462	0,017
	Compétence par la capacité technique et le sens de l'organisation	0,038	0,136	0,279	0,782
Communication sur le dispositif de gestion des risques	(Constant)	7,89E-17	0,133	0	1,00
	Indépendance par la résistance et la neutralité	0,327**	0,14	2,33	0,024
	Indépendance par l'autonomie et le rattachement du service	-0,078	0,135	-0,578	0,566
	Compétence par la capacité technique et le sens de l'organisation	0,051	0,141	0,359	0,721

***0,01 ; **0,05 ; *0,10

Source : Auteurs

Il ressort de ce tableau que l'indépendance de l'auditeur interne par l'autonomie décisionnelle et le rattachement hiérarchique influence positivement le management des risques à travers l'analyse des risques et la communication sur des actions encours et sur l'évaluation du dispositif de management des risques. Ces résultats indiquent également que l'indépendance de l'auditeur par sa capacité à résister aux pressions et par sa neutralité influence positivement le management des risques à travers les procédures de gestion des risques, la mise à

disposition des moyens spécifiques pour la gestion des risques, la communication sur des actions encourus et sur l'évaluation du dispositif de management des risques. L'analyse révèle que la compétence de l'auditeur interne n'a pas d'effet significatif sur le management des risques dans les EMF.

4. Discussion des résultats et implications managérialesLe résultat sur la nécessité de la fonction d'audit interne s'est avéré non significatif dès l'analyse descriptive qui a révélé que tous les EMF ont un service qui effectue les missions d'audit interne. Ceux qui ne le disposent pas de manière formelle, ont un service de contrôle interne qui remplit les missions d'audit interne. L'existence ou pas de la fonction d'audit interne ne permet pas de discriminer les EMF performants de ceux moins performants en matière de gestion de risques. De ce fait, nous ne pouvons pas soutenir l'existence d'une relation significative et positive entre la fonction d'audit interne et la gestion des risques dans les EMF. Notre résultat ne corrobore pas alors ceux de Younes et al (2022), Hoang de Dinh (2021), Drogalas et Siopi (2017), Bagherzadeh et Jôehrs (2015) et Laviada (2007) qui ont tous montrés l'existence d'une relation significative entre la fonction audit interne et la maîtrise des risques. En revanche, nos résultats précisent les déterminants de l'efficacité de la fonction d'audit interne.

Sur le premier déterminant qu'est l'indépendance de l'audit interne, la statistique descriptive a indiqué que du point de vue de la structure organisationnelle, seulement 25,9 % des EMF ont un service d'audit interne rattaché directement au conseil d'administration. Ladite statistique a également révélé que les auditeurs ayant pour supérieur hiérarchique le président du conseil d'administration subissent plus de pressions que les autres dans l'exercice de leur fonction. Ce fait pourrait trouver une explication dans la mesure où ils échapperaient aux stratégies d'enracinement mises en place par les dirigeants exécutifs; ces derniers disposant des moyens pour paralyser les systèmes de contrôle (Alexandre et Paquerot, 2000), surtout lorsque les contrôleurs sont sous leur autorité directe. Malgré cette pression, l'analyse confirmatoire de notre étude montre que l'indépendance de l'auditeur interne par l'autonomie décisionnelle, le rattachement hiérarchique, la capacité à résister aux pressions et par la neutralité, influence significativement et positivement le management des risques. Ce résultat est similaire à celui

obtenu par Abu Saleem et al. (2019) qui a révélé que l'indépendance de l'auditeur interne a un effet significatif sur le management des risques.

Sur le second déterminant, à savoir la compétence de l'auditeur, la capacité technique apparaît pour les professionnels comme le premier indicateur, viennent ensuite, le nombre d'années d'expérience, la formation reçue et les connaissances en comptabilité. A ce sujet, de nombreux chercheurs considèrent les connaissances techniques comme la condition cruciale à la compétence de l'auditeur (Amiri et al., 2021 ; El Fakir et Lahrech, 2023). Au-delà des aspects descriptifs, l'analyse des résultats des régressions linéaires de la présente étude indiquent que la compétence de l'auditeur interne n'a pas d'effet significatif sur le management des risques dans les EMF camerounais. Pourtant, Essaoudi et Lotfi (2024) ont trouvé que l'expérience professionnelle des auditeurs, associée à leurs compétences méthodologiques et sociales, influencent directement la qualité du processus d'audit. Amiri et al. (2021) et El Fakir et Lahrech (2023) soulignent que de nombreux travaux ont montré que la contribution de la compétence de l'auditeur interne est déterminante pour une évaluation des risques et une analyse pertinente des informations financières. Aussi, Mayen (2022) et Cavaco et Presse (2022) mettent en évidence l'effet positif de l'expérience professionnelle et de la formation expérientielle sur l'amélioration de la prise de décision et la capacité à anticiper, identifier et gérer les risques inhérents aux missions d'audit.

En termes d'implication managériale, les décideurs des EMF au Cameroun se doivent de promouvoir une gouvernance transparente et robuste, en établissant des structures de contrôle interne claires, pour réduire les risques de fraude et de mauvaise gestion. Par-dessus tout, il serait très important que les EMF passent tous à l'adoption des normes internationales d'audit et la mise en place de mécanismes d'indépendance pour les auditeurs internes. Enfin, les décideurs doivent allouer des ressources adéquates, tant humaines que financières, pour renforcer la structure organisationnelle de l'audit interne et améliorer sa capacité à anticiper et gérer les risques financiers et opérationnels. Nonobstant le fait que les résultats montrent que la compétence de l'auditeur interne n'a pas une influence significative sur la gestion des risques dans le cadre des EMF enquêtés, ils se doivent tout de même d'investir dans la formation continue des auditeurs internes pour s'assurer du maintien à bon niveau des

compétences techniques ainsi que de leurs mises à jour en permanence, afin de renforcer l'efficacité de l'audit interne dans la gestion des risques.

Conclusion

Au regard des différentes faillites enregistrées dans le secteur de la microfinance en zone CEMAC et au Cameroun en particulier, la présente étude a essayé d'identifier les variables de la fonction d'audit interne susceptibles d'influencer positivement et significativement la maîtrise des différents risques auxquels sont exposés les EMF. L'analyse a révélé que la quasi-totalité des EMF a une fonction d'audit interne, même si pour certains, elle n'existe pas de manière explicite. En effet, certaines de ces structures ne disposent pas de façon explicite dans leurs organigrammes une fonction d'audit interne, cependant, dans leur fonctionnement, les tâches rattachées à la fonction d'audit interne sont mises en œuvre de façon ponctuelle. Dès lors, le problème ne se pose plus sur l'existence d'un service d'audit interne, mais plutôt sur son efficacité, notamment ses déterminants. A cet effet, les résultats montrent que l'indépendance de l'auditeur interne influence positivement et significativement le management des risques dans les EMF. Enfin et de manière surprenante, ces résultats indiquent que dans le contexte des EMF au Cameroun, la compétence de l'auditeur interne n'est aucunement pas tributaire à la gestion des risques.

Bibliographie

- Abu Saleem, K. S., Zraqat, O. M. & Okour, S. M. (2019). The Effect of Internal Audit Quality (IAQ) on Enterprise Risk Management (ERM) in Accordance to COSO Framework. *European Journal of Scientific Research*, 152 (2), 177-188.
- Abbass, D. & Aleqab, M. (2013). Internal Auditors' Characteristics and audit fees: evidence from Egyptian Firms. *International Business Research*, 6 (4), 67-80.
- Alaoui, M., & Dhiba, Y. (2022). Le management des risques: cadre théorique. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(1-1), 118-142.

- Alexandre, H. & Paquerot, M. (2000). Efficacité des structures de contrôle et enracinement des dirigeants. *Finance Contrôle Stratégie*, 3 (2), 5 - 29.
- Alzeban, A., & Gwilliam, D. (2014). Factors affecting the internal audit effectiveness: A survey of the Saudi public sector. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 23(2), 74-86.
- Amiri , I., Sekaki , Y., Hainous , M. et Zaam , H. (2021). Déterminants de la qualité de l’audit interne : que dit la littérature académique et professionnelle ?. *Revue Française d’Economie et de Gestion*. 2(6), 216-235
- Bejide, O. (2006). Internal audit problems and possible solutions. In CMD Workshop on Auditing in Private and Public Sector Organizations, Ikeja, Août, 14-18.
- Boubakary, B. (2020). Audit interne et performance des entreprises publiques et parapubliques au Cameroun. *International Journal of Economics and Management Research*, 1(2), 81-104.
- Boulanger, H. (2013). L’audit interne dans le secteur public. *Revue française d’administration publique*, (4), 1029-1041.
- Braiotta L. (1999). *The audit committee handbook*, Yd Edition. New York: John Wiley & Sons, Inc.
- Cavaco, C., & Presse, M. (2022). Formation expérientielle. Dans : Anne Jorro (Éd.), Dictionnaire des Concepts de la Professionnalisation (pp. 215–218). <https://doi.org/10.3917/dbu.jorro.2022.01.0215>
- Celier, L. (2015). La mise en place d’une fonction d’audit interne dans l’administration centrale d’Etat et le possible renouvellement des corps et services d’inspection. *Revue française d’administration publique*, 153(3), 659-672.
- CNEF (2020). Rapport annuel.
- COBAC. (2011). Rapport annuel, 99 pages
- COBAC (2017). Règlement COBAC EMF R-2017/06 relatif au contrôle interne dans les établissements de microfinance.
- CSFI (2012). *Microfinance Banana Skins 2012, The CSFI survey of microfinance risk. Staying relevant.* Rapport, <https://www.cgap.org/sites/default/files/researches/documents/CGAP-Microfinance-Banana-Skins-Jul-2012.pdf>
- Ege, M. S. (2015). Does internal audit function quality deter management misconduct?. *The Accounting Review*, 90(2), 495-527.
- El Fakir, M. & Lahrech, A. (2023). La qualité de l’audit : Une étude qualitative des perceptions des auditeurs. *African Scientific Journal*, 3(15), 236-255. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7506876>
- El Khattab, Y. & Zouair, Y. (2021). Audit interne et gestion des risques opérationnels: Cas des établissements publics de la ville de Rabat. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l’audit*, 5(4), 408-432.

- Essaoudi, M. & Lotfi, R. (2024). La qualité d'audit et la qualité d'auditeur : Perception des inspecteurs des affaires financières de l'éducation nationale au Maroc. *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing*, 6(2), 339-366, <https://doi.org/10.5281/zenodo.11072754>
- Gendron, Y. & Bédard, J. (2006). On the constitution of audit committee effectiveness. *Accounting, Organizations and Society*, 31(3), 211-239.
- Gweth, S. M., & Evina, J. F. N. (2021). Statut juridique et performance des établissements de micro-finance (EMF): Le cas du Cameroun. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(3), 700-721.
- IFACI (2015). Manuel d'audit interne. Améliorer l'efficacité de la gouvernance du contrôle interne et du management des risques, édition EYROLLES.
- Laviada Fernández, A. (2007). Internal audit function role in operational risk management. *Journal of Financial Regulation and Compliance*, 15(2), 143-155.
- Lehman, C.R., & Okcabol, F. (2002). The global audit. *Accounting Forum*, 26 (3-4), 291-319.
- Mandzila, E. E. W., & Zéghal, D. (2009). Management des risques de l'entreprise: Ne prenez pas le risque de ne pas le faire!. *La Revue des Sciences de Gestion*, (3), 5-14.
- Matthew, P. T., Zimmerman, T., Mindar, D. & Taber, M. (2016). Risk Terminology Primer: Basic Principles and a Glossary for the Wildland Fire Management Community. Gen. Tech. Rep. RMRS-GTR-349. Fort Collins, CO: U.
- Mayen, P. (2022). Expérience professionnelle. Dans : Anne Jorro (Éd.), Dictionnaire des Concepts de la Professionnalisation (pp. 209–213). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.jorro.2022.01.0209>
- Mballa A. V. Y. & Maimouna A. A. (2024). De l'efficacité de l'audit interne à la performance organisationnelle des collectivités territoriales décentralisées en Afrique subsaharienne : cas du Cameroun. *Revue Africaine de Gestion*, 7 (numéro spécial), 217-253.
- Merna, T., & Al-Thani, F. F. (2008). Corporate risk management. John Wiley & Sons.
- Muchiri, N.W. & Jagongo, A. (2017). Internal auditing and financial performance of public institutions in Kenya : A case study of Kenya Meat Commission. *African Journal of business Management*, 11(8), 168-174.
- Mia, G. & Yeh, A. (2022). Les fonctions d'audit interne dans les collectivités territoriales, Travail de stage mené à la Direction de l'Audit interne de la Ville et Eurométropole de Strasbourg, 40 p.
- Ngantchou, A. & Hanko, O. (2021). La prédiction des situations de dépendance de l'auditeur. *Gestion 2000*, 38(4), 85-112.
- Pigé, B. (2009). *Audit et contrôle interne*. Éditions EMS.
- Roe, M. J. (2005). The institutions of corporate governance. *Springer US*, 371-399
- Sangue-Fotso, R. (2015). Qualité de l'audit et réduction des scandales financiers en contexte

-
- Camerounais. *Revue de Management et de Stratégie*, 2(1), 1-17.
- Schick, P., Vera, J., & Bourrouilh-Parege, O. (2021). *Audit interne et référentiels de risques : Vers la maîtrise des risques et la performance de l'audit*. 3^{ème} édition, Dunod.
- Thompson R. M., (2013). A Conceptual Framework of Potential Conflicts with the Role of the Internal Auditor in Enterprise Risk Management. *Accounting and Finance Research*, 2 (3), 65-77.